Nº 11-633-X au catalogue — Nº 017
ISSN 2371-3437
ISBN 978-0-660-27469-0

Études analytiques : méthodes et références

Mesure de la propriété d'entreprises selon le sexe dans la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés

par Douwere Grekou, Jiang Li et Huju Liu

Date de diffusion : le 24 septembre 2018

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-514-283-9350

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Industrie 2018

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

Une version HTML **est aussi disponible.**

This publication is also available in English.

Mesure de la propriété d'entreprises selon le sexe dans la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés

par

Douwere Grekou, Jiang Li et Huju Liu

Division de l'analyse économique
Statistique Canada

11-633-X nº 017
ISSN 2371-3437
ISBN 978-0-660-27469-0

24 septembre, 2018

Études analytiques : méthodes et références

Les documents de cette série traitent des méthodes utilisées pour produire des données qui seront employées pour effectuer des études analytiques à Statistique Canada sur l'économie, la santé et la société. Ils ont pour but de renseigner les lecteurs sur les méthodes statistiques, les normes et les définitions utilisées pour élaborer des bases de données à des fins de recherche. Tous les documents de la série ont fait l'objet d'un examen par les pairs et d'une révision institutionnelle, afin de veiller à ce qu'ils soient conformes au mandat de Statistique Canada et qu'ils respectent les normes généralement reconnues régissant les bonnes pratiques professionnelles.

Les documents peuvent être téléchargés gratuitement de www.statcan.gc.ca.

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier Danny Leung, Samuel Howorth, Sharanjit Uppal et Christian Tassé de Statistique Canada et Tamara Hudon de Condition féminine Canada, ainsi que les participants au séminaire de Statistique Canada pour leurs commentaires et leurs suggestions utiles.

Table des matières

Résumé **5**

1 Introduction **6**

2 Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés et son module sur les propriétaires d'entreprises **7**

2.1 Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés et son module sur les propriétaires d'entreprises 7

2.2 Comparaison avec le Fichier de microdonnées longitudinales des comptes nationaux . 9

3 Méthodologie **12**

3.1 Mesure de la part de propriété dans la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés 12

3.2 Agrégation des parts de propriété au niveau de l'entreprise 14

3.3 Détermination de la propriété selon le sexe 15

4 Résultats et analyse de sensibilité **18**

4.1 Estimation de la propriété d'entreprises selon le sexe 18

4.2 Analyse de sensibilité 19

5 Conclusion **22**

6 Annexe **23**

Bibliographie **27**

Résumé

Afin de concevoir des politiques visant à promouvoir l'égalité entre les sexes en matière de leadership, l'autonomisation économique des femmes et la croissance inclusive, il est important de bien comprendre la propriété d'entreprises par des femmes ainsi que le rendement des entreprises appartenant à des femmes. Cependant, l'information sur la propriété d'entreprises selon le sexe demeure rare, en raison du manque de données exhaustives. L'étude *Entreprises appartenant à des femmes au Canada* (Grekou, Li et Liu, 2018) comble ce manque de données en distinguant les propriétaires d'entreprises selon leur sexe à l'aide d'un nouvel ensemble de données administratives appelé la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés. Cet ensemble de données contient des renseignements sur les propriétaires d'entreprises pour toutes les entreprises non constituées en société et les sociétés privées au Canada. Le présent document porte sur la méthodologie adoptée pour établir la structure de la propriété d'entreprises selon le sexe. Il présente ensuite des estimations de la propriété d'entreprises selon le sexe (propriétaires majoritairement masculins ou féminins et propriété à parts égales). Enfin, il analyse la sensibilité de ces estimations et les compare à celles calculées à l'aide d'autres sources de données.

1 Introduction

La propriété d'entreprises ou l'entrepreneuriat est depuis longtemps considéré comme un important moteur de l'innovation, de la création d'emplois et de la croissance de la productivité. Les nouvelles entreprises apportent de nouvelles idées et de nouveaux produits, créent de nouveaux emplois et augmentent la concurrence. Elles chassent également les entreprises moins productives du marché et contribuent ainsi à accroître la productivité globale. Les entrepreneurs sont considérés comme des personnes prenant des risques, des innovateurs et des coordonnateurs de facteurs de production. Ils sont l'une des forces sous-jacentes de la « destruction créatrice » (Knight, 1921; Schumpeter, 1942).

Il existe cependant une différence considérable entre les sexes en matière de propriété d'entreprises : les hommes dominent la propriété d'entreprises. Selon les données de l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises (EFCPME), la proportion de petites et moyennes entreprises (PME) appartenant à des femmes était inférieure à celle des hommes (15,7 % comparativement à 64,6 %) en 2014. De nombreuses études démontrent par ailleurs que les entreprises appartenant à des femmes accusaient également un retard par rapport à celles appartenant à des hommes en matière de rendement des entreprises, notamment sur le plan des ventes, des bénéfices et de l'emploi (Fairlie et Robb, 2009; Coleman et Robb, 2012; Industrie Canada, 2015; Rosa et Sylla, 2016).

En prenant des mesures pour favoriser la propriété d'entreprises par des femmes et l'amélioration du rendement des entreprises appartenant à des femmes, il serait possible non seulement de stimuler l'innovation et la concurrence, mais aussi de promouvoir l'égalité entre les sexes en matière de leadership et l'autonomisation économique des femmes. Ces actions sont un élément central de l'Initiative pour la parité de l'Organisation de coopération et de développement économiques (Adema et coll., 2014), qui favorise une croissance plus forte, plus saine et plus juste.

L'absence de données complètes sur la propriété d'entreprises par les femmes entraîne des difficultés pour l'élaboration de politiques visant à promouvoir la diversité de genre dans la propriété d'entreprises. Au Canada, jusqu'à présent, l'Enquête sur la population active (EPA) a été la principale source d'information permettant de distinguer les travailleurs autonomes selon le sexe, tant pour les entreprises constituées en société que pour les entreprises non constituées en société. Cependant, cette enquête fournit peu de renseignements sur ces entreprises. L'EFCPME est la seule source d'information qui fournit des données à la fois sur les propriétaires d'entreprises et les entreprises, en particulier sur les PME de certaines industries[1]. Toutefois, le petit nombre d'entreprises sondées empêche de réaliser des études exhaustives sur les entreprises appartenant à des femmes à un niveau plus détaillé, notamment selon la province ou le territoire et selon l'industrie et la taille de l'entreprise, simultanément[2]. De plus, ni l'EPA ni l'EFCPME ne sont de conception longitudinale. Il est donc difficile de faire le suivi de l'évolution du changement relatif à la propriété selon le sexe au fil du temps.

Le présent document sert de guide technique et de référence pour le document d'accompagnement intitulé *Entreprises appartenant à des femmes au Canada* (Grekou, Li et Liu, 2018). Les travaux sur lesquels repose la présente étude comblent ces lacunes statistiques en déterminant les propriétaires d'entreprises selon le sexe à l'aide d'un ensemble de données administratives à grande échelle, soit la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE). La BDCDEE est une base de données appariées sur les travailleurs et les entreprises portant sur tous les contribuables (particuliers et entreprises) depuis 2001. Le module sur les propriétaires d'entreprises,

1. L'EFCPME définit les PME comme des entreprises de moins de 500 employés. Elle exclut les secteurs et les groupes d'industries ayant les codes suivants dans le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord : 22, 52, 55, 61, 91, 5321, 5324, 6214, 6215, 6219, 6221, 6222, 6223 et 6242.
2. Par exemple, le nombre d'entreprises sondées était d'un peu plus de 10 000 en 2014.

dérivé de la BDCDEE, porte sur les propriétaires d'entreprises de toutes les sociétés privées et les entreprises non constituées en société au Canada[3]. Les données sur ces propriétaires d'entreprises sont couplées aux données des fichiers de données fiscales des particuliers (T1) pour obtenir les renseignements démographiques (c.-à-d. l'âge, le sexe et le statut d'immigrant) et aux dossiers fiscaux des entreprises pour obtenir les caractéristiques des entreprises. Les travailleurs et les entreprises peuvent également faire l'objet d'un suivi au fil du temps dans la BDCDEE. Le grand nombre d'observations, l'information à multiples facettes et la nature longitudinale de la BDCDEE permettent d'effectuer des études exhaustives sur la propriété d'entreprises par les femmes et le rendement des entreprises appartenant à des femmes.

Le reste du document est structuré de la manière suivante. La section 2 porte sur la BDCDEE et son module sur les propriétaires d'entreprises. La section 3 traite de la méthodologie utilisée dans le présent document pour distinguer les propriétaires d'entreprises selon le sexe au moyen de la BDCDEE. La section 4 rend compte des principales estimations de la propriété d'entreprises selon le sexe et de l'analyse de sensibilité. Enfin, la section 5 contient la conclusion de l'analyse.

2 Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés et son module sur les propriétaires d'entreprises

La présente section fournit d'abord une description de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE) et son module sur les propriétaires d'entreprises, puis une évaluation de la portée du module sur les propriétaires d'entreprises en le comparant avec le Fichier de microdonnées longitudinales des comptes nationaux (FMLCN).

2.1 Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés et son module sur les propriétaires d'entreprises

La BDCDEE est une base de données appariées sur les entreprises et les travailleurs au Canada. Elle couple les données de plusieurs dossiers administratifs fiscaux, notamment :

- les fichiers de données fiscales des particuliers (T1 générale — Déclaration de revenus et de prestations);
- les fichiers de données fiscales des propriétaires d'entreprises non constituées en société (déclarations financières T1 ou DF T1);
- les fichiers individuels de rémunération d'emploi (T4 — État de la rémunération payée);
- la Base de données longitudinales sur l'immigration;
- les déclarations de revenus des sociétés (T2 — Déclaration de revenus des sociétés);
- les fichiers de données fiscales des entreprises non constituées en société (déclarations d'entreprise T1 ou DE T1).

À ce jour, la BDCDEE porte sur les particuliers et les sociétés déclarantes au Canada, de 2001 à 2013. Trois modules principaux peuvent être élaborés à l'aide de la BDCDEE : le module sur les employés rémunérés, le module sur les entreprises et le module sur les propriétaires d'entreprises. Le module sur les employés rémunérés comprend les données démographiques des travailleurs

3. Wolfson et coll. (2016) ont également élaboré un ensemble de données contenant les propriétaires d'entreprises de sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC). Toutefois, leur ensemble de données n'est qu'un échantillon de 20 % et comprend les propriétaires de SPCC, mais pas d'entreprises non constituées en société.

rémunérés et les caractéristiques des entreprises pour lesquelles ils travaillent[4]. Le module sur les entreprises comprend des renseignements sur chaque entreprise, y compris sur la composition de la main-d'œuvre de l'entreprise[5].

Le module sur les propriétaires d'entreprises comprend quant à lui des renseignements sur tous les propriétaires d'entreprises, qu'il s'agisse d'entreprises constituées en société ou non, ainsi que sur les entreprises leur appartenant. Les propriétaires d'entreprises constituées en société sont définis comme étant des actionnaires de sociétés privées. Au Canada, toutes les sociétés privées (non inscrites en bourse) -— sous contrôle canadien ou autre — sont tenues de produire une annexe 50 (Renseignements sur les actionnaires) dans le cadre de leur déclaration de revenus des sociétés T2[6, 7]. Trois ensembles de renseignements peuvent être obtenus au moyen de cette annexe : le type d'actionnaires (c.-à-d. les sociétés, les particuliers et les fiducies de revenus), le type d'actions (c.-à-d. ordinaires ou privilégiées) et le pourcentage d'actions détenues par actionnaire[8]. Les renseignements sur les actionnaires particuliers sont ensuite couplés aux données des fichiers de données fiscales des particuliers T1 pour obtenir des renseignements démographiques et aux données des déclarations de revenus des sociétés T2 pour obtenir des renseignements sur les entreprises appartenant à ces particuliers.

Les propriétaires d'entreprises non constituées en société sont déterminés à partir des déclarations financières T1 (DF T1). La DF T1 comprend une liste de toutes les déclarations financières produites par les particuliers qui déclarent tout type de revenu provenant d'un travail autonome, y compris les revenus de l'exploitation d'une entreprise, les revenus de profession libérale, les revenus de commissions, les revenus agricoles, les revenus de la pêche et les revenus locatifs. Une déclaration financière comprend le nom, les coordonnées, le numéro d'assurance sociale (NAS), le numéro d'entreprise, le nom et l'adresse de l'entreprise, la classification de l'industrie et d'autres variables financières liées à l'entreprise. Le formulaire T5013 — État des revenus d'une société de personnes s'ajoute au fichier de déclaration financière, pour permettre de distinguer les sociétés en commandite et les sociétés de personnes. Tous les enregistrements de déclaration financière sont ensuite regroupés jusqu'au niveau de l'entreprise pour former la déclaration d'entreprise T1 (DE T1). Par conséquent, la DE T1 contient un enregistrement pour chaque entreprise non constituée en société pour l'année de référence en cours.

Le couplage entre les données de la DF T1 et les données des fichiers de données fiscales des particuliers T1, par l'entremise des NAS, fournit donc des renseignements démographiques pour les propriétaires d'entreprises non constituées en société, tandis que le couplage des données des fichiers de DF T1 et de DE T1, par l'entremise d'un identificateur d'entreprise unique, fournit des renseignements liés à l'entreprise.

Les dossiers administratifs sur les propriétaires d'entreprises constituées en société et leurs entreprises sont disponibles à partir de 2001, tandis que les dossiers fiscaux sur les entreprises non constituées en société sont seulement disponibles à partir de 2005. Ainsi, le module sur les

4. Les renseignements démographiques des travailleurs rémunérés comprennent l'âge, le sexe, l'état matrimonial, le statut d'immigrant, la province ou le territoire de résidence et les revenus de chaque emploi. Les caractéristiques des entreprises comprennent des renseignements sur l'industrie, le nombre d'employés, la masse salariale, les revenus, les bénéfices, la productivité, la recherche et développement, et le commerce.
5. Il comprend des renseignements sur la répartition selon l'âge et le salaire des travailleurs ainsi que sur le pourcentage d'immigrants et de femmes.
6. L'annexe 50 fait état de tout actionnaire détenant au moins 10 % des actions.
7. Les autres sociétés privées doivent satisfaire à toutes les exigences suivantes : être résident du Canada; ne pas être une société publique; ne pas être contrôlée par une ou plusieurs sociétés publiques; ne pas être contrôlée par une ou plusieurs sociétés d'État fédérales (Agence du revenu du Canada, 2016). Ainsi, ce type de société privée peut appartenir à des non-résidents.
8. Les actionnaires particuliers sont majoritaires parmi tous les types d'actionnaires déclarés. Il est à noter que, bien qu'elle soit exigée, certaines sociétés privées ne produisent pas d'annexe 50. De plus, parmi les sociétés ayant produit une annexe 50, certaines ont déclaré des identificateurs personnels ou d'entreprises manquants ou invalides. Ces enregistrements sont exclus du module sur les propriétaires d'entreprises. Veuillez consulter Green et coll. (2016) et Wolfson et coll. (2016) pour obtenir de plus amples renseignements.

propriétaires d'entreprises peut être élaboré à partir des données de 2005 pour les entreprises constituées en société et non constituées en société. Par ailleurs, les entreprises incluses dans le module sur les propriétaires d'entreprises s'apparentent à des petites et moyennes entreprises, puisque les sociétés inscrites en bourse ne produisent pas d'annexe 50.

En résumé, le module sur les propriétaires d'entreprises de la BDCDEE (MPE-BDCDEE) offre plusieurs avantages par rapport à d'autres sources de données, comme l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises (EFCPME) et l'Enquête sur la population active (EPA). Contrairement à l'EFCPME, le module permet de réaliser une analyse longitudinale sur l'entreprise et la propriété d'entreprises, c'est-à-dire que les propriétaires d'entreprises et leurs entreprises sont suivis au fil du temps au moyen d'identificateurs cohérents établis dans les dossiers administratifs. En plus des renseignements démographiques sur les propriétaires d'entreprises — ce qui est semblable à ce qu'offre l'EPA —, le module comprend des renseignements sur les entreprises leur appartenant, notamment en ce qui concerne les ventes, les revenus et l'emploi. En outre, le module porte sur tous les travailleurs autonomes non constitués en société qui déclarent tout type de revenu provenant d'un travail autonome ainsi que sur les actionnaires de sociétés sous contrôle privé. La couverture ainsi considérablement élargie des entreprises brosse un portrait plus complet de la propriété d'entreprises à diverses échelles, telles que la province ou le territoire, l'industrie et la taille de l'entreprise.

2.2 Comparaison avec le Fichier de microdonnées longitudinales des comptes nationaux

Afin d'évaluer la portée de la couverture des entreprises dans le MPE-BDCDEE, la sous-section qui suit présente une comparaison entre le module et le FMLCN[9]. Le FMLCN est une banque de données administratives créée en appariant les données des fichiers de données fiscales suivants de l'Agence du revenu du Canada :

- Déclaration de revenus des sociétés (T2);
- Relevé de compte de retenues à la source courantes (PD7A);
- État de la rémunération payée (T4);
- Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH).

La population cible du FMLCN comprend toutes les entreprises qui remplissent un des formulaires suivants : T2, PD7A ou T4. Ainsi, le FMLCN porte à la fois sur les sociétés privées et les sociétés inscrites en bourse, ainsi que sur les entreprises non constituées en société ayant des employés. Les entreprises non constituées en société sans employés sont exclues du FMLCN. En revanche, la population cible du MPE-BDCDEE comprend toutes les sociétés privées et les entreprises non constituées en société.

En ce qui concerne le nombre d'entreprises ayant des employés, le FMLCN est plus complet que le MPE-BDCDEE. Le FMLCN porte essentiellement sur l'ensemble de l'emploi dans le secteur des entreprises, puisqu'il comprend les sociétés inscrites en bourse ayant des employés, les sociétés privées ayant des employés et les entreprises non constituées en société ayant des employés. Par contre, le MPE-BDCDEE comprend uniquement les deux derniers types d'employeurs. La comparaison entre le FMLCN et le MPE-BDCDEE ci-dessous illustre essentiellement le pourcentage de l'emploi du secteur des entreprises qui fait l'objet d'une couverture dans le MPE-BDCDEE.

En ce qui a trait au nombre d'entreprises, ni le FMLCN ni le MPE-BDCDEE n'est plus complet que l'autre. Le FMLCN exclut les entreprises non constituées en société n'ayant pas d'employés

9. Rollin (2014) décrit plus en détail les sources et la méthodologie utilisées pour créer le FMLCN ainsi que les difficultés éprouvées.

(essentiellement des travailleurs autonomes[10]), mais il inclut les sociétés inscrites en bourse. Le MPE-BDCDEE inclut quant à lui le premier type d'entreprises, mais exclut le second. Étant donné que le nombre d'entreprises non constituées en société sans employés est supérieur au nombre de sociétés inscrites en bourse, le nombre d'entreprises dans le MPE-BDCDEE est supérieur à celui du FMLCN.

Le tableau 1-1 présente un résumé de la comparaison entre les deux sources en ce qui a trait au nombre d'entreprises, le nombre d'entreprises ayant des employés et l'emploi total associé. De 2005 à 2013, le FMLCN comprenait en moyenne plus de 2,3 millions d'entreprises (colonne 1)[11]. Environ la moitié de celles-ci (1,2 million) étaient des entreprises ayant des employés (colonne 2). Ces entreprises employaient environ 16,0 millions de travailleurs chaque année (colonne 3)[12]. Chaque entreprise embauchait en moyenne environ 14 travailleurs (colonne 4). En comparaison, plus de 5,1 millions d'entreprises sont comprises dans le MPE-BDCDEE. Environ un sixième d'entre elles, soit 858 000 entreprises, employaient 7,8 millions de travailleurs par an en moyenne (colonnes 5 à 7). La proportion d'entreprises ayant des employés est beaucoup plus faible dans le MPE-BDCDEE que dans le FMLCN. Cela est attribuable, comme on l'a expliqué précédemment, au fait que le MPE-BDCDEE comprend également les entreprises non constituées en société qui n'embauchent pas d'employés (principalement des travailleurs autonomes).

Le tableau 1-2 porte sur les entreprises du MPE-BDCDEE qui se trouvent également dans le FMLCN. Les données couplées du MPE-BDCDEE et du FMLCN comportent 1,7 million d'entreprises au total et 858 000 entreprises ayant des employés chaque année (colonnes 8 et 9). Elles représentent 71,8 % de toutes les entreprises et 74,2 % des entreprises ayant des employés dans le FMLCN (colonnes 12 et 13). Ces entreprises embauchent 7,8 millions d'employés, ce qui représente environ la moitié de tous les emplois du secteur des entreprises du FMLCN (colonnes 10 et 14). La taille moyenne de l'effectif des entreprises, mesurée par le nombre de travailleurs par entreprise, est de 9 travailleurs dans le fichier de données couplées du MPE-BDCDEE et du FMLCN (colonne 11), ce qui est en deçà de la moyenne de 14 travailleurs observée dans le FMLCN.

En résumé, le MPE-BDCDEE contient une part importante du nombre d'entreprises ayant des employés et du nombre d'employés dans le secteur des entreprises. Les renseignements sur la propriété d'entreprises sont disponibles pour environ 74 % des entreprises ayant des employés, et ces entreprises représentent environ 49 % de l'emploi. Les entreprises ayant des employés pour lesquelles les renseignements sur la propriété ne figurent pas dans le MPE-BDCDEE sont les sociétés inscrites en bourse[13].

10. Des études ont démontré que les activités des travailleurs autonomes d'entreprises non constituées en société diffèrent de celles des sociétés à bien des égards, notamment en ce qui concerne les antécédents des propriétaires, la motivation au démarrage de l'entreprise et la dynamique de l'entreprise. Voir, par exemple, Levine et Rubinstein (2017), Light et Munk (2015), et Grekou et Liu (2018).
11. Le FMLCN exclut le secteur des administrations publiques (code 91 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord).
12. Le nombre d'employés correspond au nombre de personnes qui ont reçu un feuillet T4 — État de la rémunération payée au cours d'une année, c'est-à-dire que l'emploi peut être à temps partiel, à temps plein, permanent ou temporaire.
13. L'information sur la propriété ne figurent pas dans le MPE-BDCDEE pour les sociétés privées qui n'ont pas produit une annexe 50 ou qui en ont produit une comportant des renseignements manquants.

Tableau 1-1
Nombre d'entreprises et d'employés dans le MPE-BDCDEE et dans le secteur des entreprises du FMLCN, 2005 à 2013

	FMLCN				MPE-BDCDEE		
	Nombre d'entreprises	Nombre d'entreprises ayant des employés	Emploi total	Nombre moyen d'employés par entreprise ayant des employés	Nombre d'entreprises	Nombre d'entreprises ayant des employés	Emploi total
	Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3	Colonne 4	Colonne 5	Colonne 6	Colonne 7
				nombre			
2005	2 104 500	1 070 300	15 411 100	14,4	4 732 900	776 200	7 486 300
2006	2 174 100	1 096 100	15 768 100	14,4	4 825 000	804 700	7 760 000
2007	2 249 500	1 129 900	16 077 000	14,2	4 934 500	833 500	7 848 000
2008	2 321 100	1 150 900	16 225 700	14,1	5 076 300	857 000	7 933 700
2009	2 356 700	1 159 100	15 928 500	13,7	5 106 200	865 900	7 842 800
2010	2 409 100	1 175 300	16 062 700	13,7	5 169 000	879 900	7 879 300
2011	2 452 200	1 191 800	16 315 500	13,7	5 338 700	896 700	7 847 900
2012	2 485 700	1 207 800	16 419 100	13,6	5 425 300	897 600	7 828 400
2013	2 504 000	1 219 000	16 543 600	13,6	5 604 500	909 500	8 046 300
Moyenne	**2 339 600**	**1 155 600**	**16 083 500**	**13,9**	**5 134 700**	**857 900**	**7 830 300**

Note : Les chiffres de la colonne 4 sont obtenus en divisant les chiffres de la colonne 3 par les chiffres de la colonne 2.
Sources : Statistique Canada, module sur les propriétaires d'entreprises de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (MPE-BDCDEE) et Fichier de microdonnées longitudinales des comptes nationaux (FMLCN).

Tableau 1-2
Nombre d'entreprises et d'employés dans le fichier couplé du MPE-BDCDEE et du secteur des entreprises du FMLCN, 2005 à 2013

	Données du MPE-BDCDEE couplées aux données du FMLCN						
	Nombre d'entreprises	Nombre d'entreprises ayant des employés	Emploi total	Nombre moyen d'employés par entreprise ayant des employés	Part des entreprises du FMLCN	Part des entreprises du FMLCN ayant des employés	Part des employés du FMLCN
	Colonne 8	Colonne 9	Colonne 10	Colonne 11	Colonne 12	Colonne 13	Colonne 14
		nombre				pourcentage	
2005	1 473 500	776 200	7 486 300	9,6	70,0	72,5	48,6
2006	1 541 200	804 700	7 760 000	9,6	70,9	73,4	49,2
2007	1 609 100	833 500	7 848 000	9,4	71,5	73,8	48,8
2008	1 669 200	857 000	7 933 700	9,3	71,9	74,5	48,9
2009	1 704 400	865 900	7 842 800	9,1	72,3	74,7	49,2
2010	1 745 100	879 900	7 879 300	9,0	72,4	74,9	49,1
2011	1 777 100	896 700	7 847 900	8,8	72,5	75,2	48,1
2012	1 759 800	897 600	7 828 400	8,7	70,8	74,3	47,7
2013	1 847 700	909 500	8 046 300	8,8	73,8	74,6	48,6
Moyenne	**1 680 800**	**857 900**	**7 830 300**	**9,1**	**71,8**	**74,2**	**48,7**

Note : Les chiffres de la colonne 11 sont obtenus en divisant les chiffres de la colonne 10 par les chiffres de la colonne 9; les chiffres de la colonne 12, en divisant les chiffres de la colonne 8 par les chiffres de la colonne 1 (tableau 1-1); les chiffres de la colonne 13, en divisant les chiffres de la colonne 9 par les chiffres de la colonne 2 (tableau 1-1); les chiffres de la colonne 14, en divisant les chiffres de la colonne 10 par les chiffres de la colonne 3 (tableau 1-1).
Sources : Statistique Canada, module sur les propriétaires d'entreprises de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (MPE-BDCDEE) et Fichier de microdonnées longitudinales des comptes nationaux (FMLCN).

3 Méthodologie

La section qui suit décrit les mesures prises pour définir la propriété d'entreprises selon le sexe. Une entreprise peut être la propriété d'un homme, d'une femme ou d'un homme et d'une femme à parts égales. Une entreprise est considérée comme appartenant à des hommes si la part représentée par un ou plusieurs propriétaires masculins est supérieure ou égale à 51 %. De la même manière, une entreprise est considérée comme appartenant à des femmes si la part représentée par une ou plusieurs femmes propriétaires représente au moins 51 %. Lorsque des femmes et des hommes possèdent chacun 50 % des parts, alors l'entreprise est définie comme appartenant à parts égales à des hommes et à des femmes. Pour établir la structure de propriété selon le sexe dans la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE), trois mesures générales sont prises séquentiellement : dériver la part de propriété, agréger la propriété d'entreprises au niveau de l'entreprise et déterminer la prédominance d'un sexe.

3.1 Mesure de la part de propriété dans la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés

La BDCDEE est maintenue au niveau de l'identificateur d'entreprise (IE) pour les entreprises non constituées en société et au niveau du numéro d'entreprise (NE) pour les sociétés. Dans le cas d'une entreprise non constituée en société, Statistique Canada crée un IE pour désigner les entreprises ayant un revenu provenant d'un travail autonome, quel qu'il soit[14]. Dans le cas d'une entreprise constituée en société, un NE à 15 chiffres est attribué par l'Agence du revenu du Canada. Une entreprise doit avoir un NE pour pouvoir embaucher des employés, exercer des activités d'importation ou d'exportation et verser la TPS/TVH. Certaines entreprises n'ont pas de NE.

Pour les sociétés privées, la part de propriété est obtenue à partir des actions déclarées à l'annexe 50 du formulaire T2 — Déclaration de revenus des sociétés. Plusieurs facteurs doivent être pris en compte pour s'assurer que la part de propriété est clairement définie au niveau du NE.

Premièrement, la mesure de la part de propriété diffère entre les entreprises ayant un seul type d'actions (actions ordinaires ou privilégiées) et celles ayant deux types d'actions (actions ordinaires et privilégiées). Dans l'annexe 50, seuls les pourcentages d'actions ordinaires et d'actions privilégiées sont déclarés. La plupart des entreprises n'ont qu'un seul type d'actions, de sorte que les parts de propriété peuvent être tirées directement de l'annexe 50. Dans le cas des entreprises ayant deux types d'actions, la moyenne des deux parts de propriété est utilisée pour créer une mesure unique de la part de propriété pour chaque actionnaire[15].

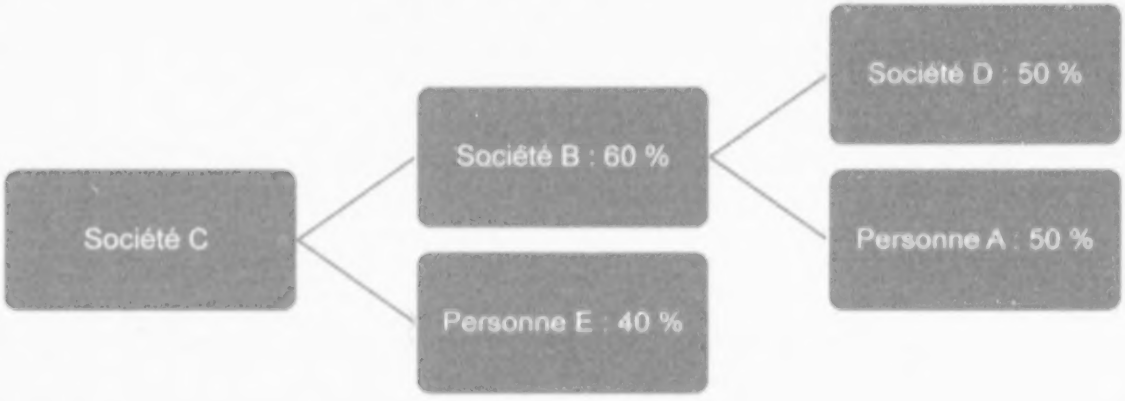
Deuxièmement, la part de propriété est déclarée sur la base d'un exercice financier, puis elle doit être convertie sur la base d'une année civile pour assurer la cohérence avec les autres fichiers fiscaux[16]. Dans le cadre d'un formulaire T2, une annexe 50 est produite pour chaque exercice financier. Pour convertir la part de propriété sur la base d'une année civile, chaque part de propriété déclarée est d'abord calculée au prorata du nombre de jours de l'année civile couverte par chaque

14. Remarque : Un identificateur d'entreprise est unique de manière transversale seulement et au cours d'une période de référence. Il change souvent d'une année à l'autre et peut aussi changer au cours d'une même année pour différentes périodes de référence.
15. C'est-à-dire la somme des actions ordinaires et privilégiées divisée par 200 %. Wolfson et coll. (2016) ont adopté une stratégie similaire. Le fait que l'annexe 50 indique seulement le pourcentage d'actions ordinaires et privilégiées détenues séparément par les actionnaires ne constitue pas la seule limite de cette source de données. L'annexe 50 ne fournit pas non plus de renseignements sur les droits de vote. Cet élément est important parce que seules les actions avec droit de vote sont liées à la capacité de contrôler une entreprise.
16. Les fichiers de données fiscales des particuliers (T1), les fichiers de données fiscales des entreprises non constituées en société (DE T1) et les feuillets T4 — État de la rémunération payée sont tous déclarés sur la base d'une année civile.

exercice financier déclaré. Ces actions pondérées sont ensuite agrégées pour l'année civile correspondante à partir d'enregistrements de plusieurs exercices financiers[17].

Troisièmement, il faut tenir compte de la propriété directe et indirecte. L'annexe 50 fournit seulement des renseignements sur la propriété directe. Il est possible qu'une personne détienne une participation dans une société par l'intermédiaire d'une autre société. Par exemple, la personne A possède la société B, qui à son tour possède la société C. Ce faisant, la personne A est un propriétaire indirect de la société C. Pour prendre en compte la propriété indirecte, la propriété directe est retracée vers l'arrière, et la part de propriété totale est calculée en multipliant les parts de propriété directe. La figure 1 montre un exemple hypothétique de propriété directe et indirecte. La personne A possède 50 % de la société B. En même temps, la société B possède 60 % de la société C. En conséquence, la personne A possède directement 50 % de la société B et indirectement 30 % (50 % multiplié par 60 %) de la société C. En comparaison, la personne E est un propriétaire direct de la société C avec une part de 40 %.

Figure 1
Propriété directe et indirecte (exemple hypothétique)



Source : Statistique Canada, interprétation des auteurs.

Pour les entreprises non constituées en société, les renseignements permettant de calculer la part de propriété se trouvent dans la DF T1, la DE T1 et le formulaire T5013 — État des revenus d'une société de personnes. Les renseignements sur les sociétés de personnes plus grandes et plus complexes (p. ex. les sociétés de personnes comptant plus de cinq associés, les sociétés de personnes dont le revenu ou l'actif dépasse une certaine taille et les sociétés de personnes dont l'associé est une société ou une autre société de personnes) proviennent du formulaire T5013. Les renseignements sur les petites sociétés de personnes et les entreprises à propriétaire unique sont obtenus au moyen de la DF T1 et de la DE T1. Lorsque l'on dispose de renseignements sur les parts des associés, l'information est utilisée pour établir la part de propriété. Lorsque cette information n'existe pas, la part de propriété est imputée et fixée à la part de revenu net de chaque propriétaire de l'entreprise. S'il n'y a pas de données sur le revenu net, on suppose que la part de propriété est égale pour tous les propriétaires.

17. Par exemple, supposons que l'exercice financier d'une société donnée commence le 1er avril et se termine le 31 mars de l'année suivante. Pour l'année 2010, l'entreprise aurait donc deux enregistrements applicables : un d'avril 2009 à mars 2010 et l'autre, d'avril 2010 à mars 2011. La part de propriété pour l'année 2010 serait la moyenne pondérée des parts dans les deux enregistrements, où les poids représentent le nombre de jours couverts par chaque enregistrement en 2010.

3.2 Agrégation des parts de propriété au niveau de l'entreprise

Comme on l'a mentionné précédemment, la part de propriété dans la BDCDEE est calculée au niveau de l'IE pour les entreprises non constituées en société et au niveau du NE pour les sociétés. Aucun de ces identificateurs ne correspond à une unité statistique ou à une unité de mesure utilisée à Statistique Canada. Ils peuvent toutefois être agrégés au niveau de l'entreprise. Une entreprise est une unité qui dirige et contrôle l'affectation des ressources et qui produit un ensemble complet d'états financiers.

Pour les entreprises constituées en société, la structure de l'entreprise est bien définie et assure une concordance claire entre les NE et les entreprises. Pour les entreprises simples ayant un seul NE, l'information sur la propriété au niveau de l'entreprise est la même que celle se trouvant au niveau du NE. Pour les entreprises complexes ayant plusieurs NE, les parts de propriété au niveau de l'entreprise constituent la moyenne pondérée des parts de propriété au niveau du NE. Les poids sont calculés à partir du total de l'actif de toutes les entreprises au sein d'une même entreprise. S'il n'y a pas de données sur le total de l'actif, alors toutes les entreprises au sein d'une même entreprise se voient attribuer une pondération égale[18].

En revanche, il est difficile d'établir la structure d'entreprise pour les entreprises non constituées en société qui sont des sociétés de personnes pour deux raisons. Premièrement, contrairement aux sociétés privées, de nombreuses sociétés de personnes n'ont pas de NE ou d'IE. Il s'agit de la principale raison pour laquelle Statistique Canada crée les IE. Deuxièmement, il peut exister des identificateurs multiples pour certains enregistrements, comme l'IE, le NE, le numéro de l'entité d'exploitation de la société mère et le numéro de compte de la société de personnes. Par conséquent, il est difficile d'établir la structure hiérarchique de l'entreprise[19].

La stratégie suivante est adoptée pour trier les différents scénarios et regrouper les IE en entités qui se rapprochent d'une entreprise. Il convient de noter que le concept d'entreprises non constituées en société utilisé dans le présent document est de nature expérimentale.

Scénario 1 : Lorsqu'il existe un numéro de compte de société de personnes (c.-à-d. pour les sociétés de personnes plus grandes et plus complexes qui ont rempli un formulaire T5013), la société de personnes est considérée comme une entreprise.

Scénario 2 : Si l'entreprise n'a pas de numéro de compte de société de personnes, mais qu'il existe un numéro de l'entité d'exploitation de la société mère, alors l'unité d'exploitation mère est considérée comme une entreprise.

Scénario 3 : S'il n'existe ni une société de personnes ni une unité d'exploitation mère, mais qu'il existe un NE, alors le NE est considéré comme une entreprise.

Scénario 4 : Si ni une société de personnes, ni une unité d'exploitation mère, ni un identificateur de NE ne sont disponibles, alors l'IE est considéré comme une entreprise. Ce scénario comprend également un cas particulier où il peut parfois exister un NE. Toutefois, l'IE est utilisé comme l'identificateur « d'entreprise » si le NE peut être couplé aux sociétés se trouvant dans le Fichier de microdonnées longitudinales des comptes nationaux (FMLCN), la raison étant que les concepts d'entreprise non constituée en société et de société sont mutuellement exclusifs. Si une entreprise non constituée en société communique son NE à une société, alors la société a vraisemblablement droit au NE.

---

18. Il est également possible d'utiliser les données sur l'emploi et le revenu lorsqu'il n'existe pas de données sur le total de l'actif. Cependant, le plus souvent, lorsqu'il n'existe pas de données sur le total de l'actif, il n'existe pas de données sur l'emploi et le revenu.
19. Le numéro de compte d'une société de personnes est un identificateur unique. Ce numéro est validé ou sélectionné à partir du formulaire T5013 — État des revenus d'une société de personnes. Le numéro de l'entité d'exploitation de la société mère constitue un identificateur unique créé par le Registre des entreprises de Statistique Canada pour déterminer une structure statistique où les activités économiques ont eu lieu.

Le tableau 2 présente le nombre d'entreprises et leur part correspondante en 2013 pour chacun de ces scénarios. Les entreprises définies par une unité d'exploitation mère constituent la plus grande part, soit plus des trois quarts de toutes les entreprises non constituées en société en 2013, suivies des entreprises définies par un IE (19,4 %). La taille relative de chaque scénario demeure inchangée, même si leur part respective fluctue d'une année à l'autre.

Tableau 2
« Entreprise » non constituée en société, selon le scénario dans la BDCDEE, 2013

	Entreprises	Part
	nombre	pourcentage
Scénario 1 : Société de personnes en tant qu'entreprise	48 600	1,2
Scénario 2 : Unité d'exploitation mère en tant qu'entreprise	3 109 500	79,3
Scénario 3 : Numéro d'entreprise en tant qu'entreprise	2 300	0,1
Scénario 4 : Identificateur d'entreprise en tant qu'entreprise	760 300	19,4
Total	**3 920 700**	**100,0**

Source : Statistique Canada, Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE).

Une fois que la structure de l'entreprise non constituée en société est établie, l'information sur la propriété est agrégée au niveau de l'entreprise à partir de l'IE. Le revenu est utilisé pour établir des poids, car l'information sur l'actif n'est pas déclarée par les entreprises non constituées en société.

3.3 Détermination de la propriété selon le sexe

Une fois la part de propriété agrégée au niveau de l'entreprise, le sexe prédominant est déterminé selon le sexe des propriétaires d'entreprises ayant la part la plus élevée. En d'autres termes, lorsque la part totale appartenant à des hommes est supérieure ou égale à 51 %, l'entreprise est définie comme appartenant à des hommes, et lorsque la part totale appartenant à des femmes est supérieure ou égale à 51 %, l'entreprise est définie comme appartenant à des femmes. Lorsque des femmes et des hommes possèdent chacun 50 % des parts, alors l'entreprise est définie comme appartenant à parts égales à des hommes et à des femmes.

L'attribution d'une participation majoritaire ou égale est simple si le total des parts de propriété s'élève à 100 % au sein d'une entreprise. Toutefois, ce n'est pas le cas pour toutes les entreprises du module sur les propriétaires d'entreprises. Par exemple, seuls les actionnaires détenant au moins 10 % des actions d'une société privée sont déclarés à l'annexe 50. De plus, il arrive parfois que les renseignements sur les actionnaires soient mal classés ou manquants.

Considérons les cinq exemples hypothétiques du tableau 3, où les parts de propriété ne totalisent pas 100 %. Même si on constate que les parts que détiennent les propriétaires représentent moins de 100 % des actions, le sexe des propriétaires d'entreprises peut être déterminé dans les scénarios 1 et 2 puisque que les hommes ou les femmes détiennent au moins 51 % des actions. Par contre, le sexe des propriétaires d'entreprises ne peut pas être déterminé dans les scénarios 3 et 4 puisque ni hommes ni femmes ne détiennent au moins 51 % des actions. De même, la structure selon le sexe dans le scénario 5 ne peut être déterminée même si l'entreprise semble appartenir à parts égales à des hommes et à des femmes parmi les parts relevées. On ne distingue pas clairement si les 30 % d'actions restantes sont contrôlés uniquement par des hommes ou des femmes ou s'ils sont répartis également entre eux.

Tableau 3
Scénarios hypothétiques pour déterminer le sexe du propriétaire

	Scénario				
	1	2	3	4	5
Parts appartenant à des hommes (nombre)	55	10	50	40	35
Parts appartenant à des femmes (nombre)	10	80	45	50	35
Total des parts déterminées (nombre)	**65**	**90**	**95**	**90**	**70**
Sexe du propriétaire	Propriétaire masculin	Propriétaire féminin	Non classifié	Non classifié	Non classifié

Source : Statistique Canada, compilation de l'auteur.

Afin d'établir une structure de propriété bien définie selon le sexe, le présent document porte uniquement sur les entreprises pour lesquelles le sexe de 100 % des détenteurs d'actions peut être déterminé ou pour lesquelles la prédominance du sexe (hommes ou femmes détenant au moins 51 % des parts) peut être déterminée. C'est ce qu'on appelle l'échantillon de référence.

Pour évaluer la couverture de l'échantillon, le tableau 4 permet de comparer l'échantillon de référence au FMLCN. En moyenne, pour la période examinée, 1,5 million d'entreprises de l'échantillon de référence se trouvent dans le FMLCN. On y trouve en moyenne 798 000 entreprises ayant des employés, ce qui représente 5,7 millions d'employés. Comparativement au FMLCN (tableau 1-1), l'échantillon de référence représente environ 65,8 % de toutes les entreprises contenues dans le FMLCN, ainsi que 69,1 % des entreprises ayant des employés et 35,2 % des employés. Une comparaison avec les colonnes 12 à 14 du tableau 1-2 donne à penser que l'échantillon de référence exclut les entreprises qui ont tendance à être plus grandes, la structure de propriété étant possiblement plus complexe dans les plus grandes entreprises que dans les plus petites entreprises.

Tableau 4
Nombre d'entreprises et d'employés dans l'échantillon de référence du MPE-BDCDEE et dans le secteur des entreprises du FMLCN, 2005 à 2013

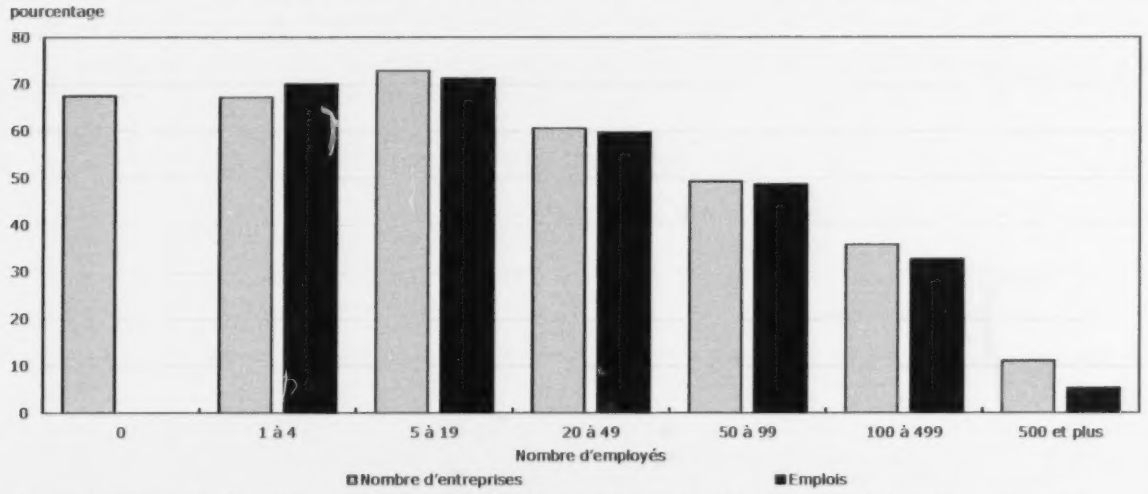
	Données de l'échantillon de référence du MPE-BDCDEE couplées aux données du secteur des entreprises du FMLCN						
	Nombre d'entreprises	Nombre d'entreprises ayant des employés	Emploi total	Nombre moyen d'employés dans les entreprises ayant des employés	Comme part du secteur des entreprises du FMLCN		
					Nombre d'entreprises	Nombre d'entreprises ayant des employés	Emploi total
	nombre				pourcentage		
2005	1 351 000	723 000	5 374 500	7,4	64,2	67,6	34,9
2006	1 412 500	749 200	5 500 700	7,3	65,0	68,4	34,9
2007	1 474 800	776 400	5 631 500	7,3	65,6	68,7	35,0
2008	1 530 100	798 000	5 707 800	7,2	65,9	69,3	35,2
2009	1 564 400	806 900	5 615 200	7,0	66,4	69,6	35,3
2010	1 601 100	819 500	5 724 900	7,0	66,5	69,7	35,6
2011	1 628 600	833 800	5 770 600	6,9	66,4	70,0	35,4
2012	1 613 000	834 700	5 771 100	6,9	64,9	69,1	35,1
2013	1 688 700	843 100	5 893 600	7,0	67,4	69,2	35,6
Moyenne	**1 540 500**	**798 300**	**5 665 500**	**7,1**	**65,8**	**69,1**	**35,2**

Note : Tous les chiffres sont arrondis à la centaine près.
Sources : Statistique Canada, module sur les propriétaires d'entreprises de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (MPE-BDCDEE) et Fichier de microdonnées longitudinales des comptes nationaux (FMLCN).

Le graphique 1 permet de comparer l'échantillon de référence au FMLCN, selon la taille de l'effectif de l'entreprise pour 2013. Le tableau 4 montre qu'en 2013, le nombre d'entreprises dans l'échantillon de référence représentait 67,4 % de celui contenu dans le FMLCN, et que l'emploi associé aux

entreprises de l'échantillon de référence représentait 35,6 % de celui figurant dans FMLCN. Lorsque ces chiffres sont présentés en fonction de la taille de l'effectif des entreprises dans le graphique 1, on constate que l'échantillon de référence tend à offrir une meilleure couverture pour les plus petites entreprises. En effet, la couverture est meilleure pour les entreprises ayant moins de 20 employés, qui représentent environ 71 % de l'ensemble des entreprises et des emplois, dans les mêmes catégories de taille, du FMLCN[20]. Les parts diminuent à mesure que la taille de l'entreprise augmente, jusqu'à environ 50 % pour les entreprises ayant de 50 à 99 employés. Elles chutent ensuite à environ 30 % pour les moyennes entreprises (de 100 à 499 employés) et à seulement 11 % (nombre d'entreprises) et 5 % (emploi) pour les grandes entreprises (500 employés ou plus).

Graphique 1
Part de l'échantillon de référence du MPE-BDCDEE dans le FMLCN, selon la taille de l'entreprise, 2013

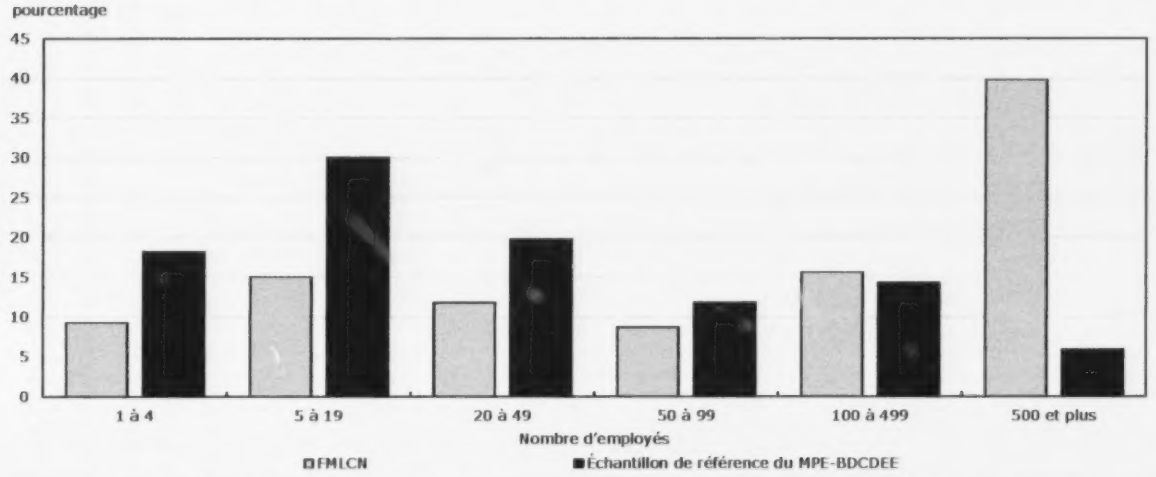


Sources : Statistique Canada, module sur les propriétaires d'entreprises de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (MPE-BDCDEE) et Fichier de microdonnées longitudinales des comptes nationaux (FMLCN).

Une tendance similaire est observée au graphique 2, qui compare la répartition de l'emploi selon la taille de l'entreprise entre l'échantillon de référence du MPE-BDCDEE et le FMLCN. La répartition dans l'échantillon de référence est à droite, la masse de la distribution étant concentrée sur les petites entreprises. En comparaison, la répartition de l'emploi dans le FMLCN est à gauche, la masse de la répartition étant concentrée sur les moyennes et les grandes entreprises. Cela donne à penser que, dans l'échantillon de référence, les petites entreprises (moins de 100 employés) sont surreprésentées et que les grandes entreprises (500 employés ou plus) sont sous-représentées.

20. Le nombre d'entreprises et d'employés selon la taille de l'entreprise sont présentés au tableau A1 de l'annexe.

Graphique 2
Répartition de l'emploi, selon la taille de l'entreprise dans l'échantillon de référence du MPE-BDCDEE et le FMLCN, 2013



Sources : Statistique Canada, module sur les propriétaires d'entreprises de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (MPE-BDCDEE) et Fichier de microdonnées longitudinales des comptes nationaux (FMLCN).

4 Résultats et analyse de sensibilité

La section qui suit présente des estimations clés de la propriété d'entreprises selon le sexe pour les entreprises incluses dans le scénario de référence pour lesquelles la part de propriété peut être déterminée à 100 % ou pour lesquelles la prédominance d'un sexe peut être observée et qui sont couplées aux données du secteur des entreprises du Fichier de microdonnées longitudinales des comptes nationaux (FMLCN)[21]. Une analyse de sensibilité avec une autre mesure de la participation majoritaire — 51 % comparativement à 50 % — et une comparaison des résultats avec les données de l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises (EFCPME) sont également présentées.

4.1 Estimation de la propriété d'entreprises selon le sexe

Au cours de la période allant de 2005 à 2013, plus d'un million d'entreprises appartenant à des hommes ont employé 4,1 millions de travailleurs sur une base annuelle (tableau 5). En revanche, le nombre d'entreprises appartenant à des femmes (275 300) et le nombre de travailleurs employés par celles-ci (828 700) étaient beaucoup plus petits. Le nombre d'entreprises appartenant à des femmes représente toujours en moyenne une fraction (27 %) de celui des entreprises appartenant à des hommes, comme c'est le cas pour l'emploi dans les entreprises appartenant à des femmes (20 %). Le nombre d'entreprises appartenant à parts égales à des hommes et à des femmes était le plus faible parmi les trois types de propriété d'entreprises.

Les tableaux A2 à A4 présentent les estimations de la propriété d'entreprises selon le sexe et selon la province ou le territoire ainsi que selon l'industrie et la taille de l'effectif de l'entreprise.

21. Pour obtenir des estimations connexes, veuillez consulter le document d'accompagnement de la série *Aperçus économiques* intitulé « Entreprises appartenant à des femmes au Canada » (Grekou, Li et Liu, 2018). Il convient de noter que les entreprises qui exercent leurs activités à l'extérieur du Canada ou dans le secteur des administrations publiques (code 91 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord) sont exclues.

Tableau 5
Nombre d'entreprises et d'employés, selon le sexe du propriétaire dans l'échantillon de référence du MPE-BDCDEE, 2005 à 2013

	Entreprises privées appartenant à des hommes		Entreprises privées appartenant à des femmes		Entreprises privées appartenant à parts égales à des hommes et à des femmes	
	Nombre d'entreprises	Emploi total	Nombre d'entreprises	Emploi total	Nombre d'entreprises	Emploi total
	nombre					
2005	906 400	3 960 700	232 800	754 400	197 300	657 300
2006	945 600	4 035 100	244 200	782 200	207 300	680 700
2007	987 100	4 120 700	257 800	809 500	218 300	699 400
2008	1 018 700	4 171 100	270 600	818 900	227 900	717 000
2009	1 034 500	4 082 500	280 900	819 300	233 000	712 700
2010	1 055 200	4 156 900	290 000	845 300	238 800	721 600
2011	1 066 400	4 183 200	296 800	863 800	247 400	722 800
2012	1 055 800	4 177 400	295 800	866 500	249 700	726 600
2013	1 104 700	4 256 500	308 700	897 900	260 500	738 800
Moyenne	**1 019 400**	**4 127 100**	**275 300**	**828 700**	**231 100**	**708 600**

Note : Tous les chiffres sont arrondis à la centaine près.
Source : Statistique Canada, module sur les propriétaires d'entreprises de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (MPE-BDCDEE).

Jusqu'à présent, la propriété d'entreprises selon le sexe est définie en fonction des actions détenues **collectivement** selon le sexe. Il est intéressant de noter que la plupart des entreprises privées dont les parts de propriété peuvent être déterminées sont détenues par un propriétaire dominant unique. Au cours de la période de 2005 à 2013, environ 89 % en moyenne des entreprises appartenant à des hommes étaient détenues par un propriétaire dominant unique. La proportion d'entreprises appartenant à des femmes qui étaient détenues par une propriétaire dominante unique était encore plus élevée, soit environ 92 %.

4.2 Analyse de sensibilité

Définition de « majorité ». Une entreprise est définie dans l'échantillon de référence comme une entreprise appartenant à des hommes si les propriétaires masculins détiennent au moins 51 % des actions et comme une entreprise appartenant à des femmes si les femmes propriétaires détiennent au moins 51 % des actions. Parallèlement, le seuil de majorité pourrait être défini comme étant 50 %. Comme le montre le tableau 6, la composition selon le sexe de la propriété d'entreprises est presque identique dans les deux définitions, car on observe un transfert négligeable des entreprises appartenant à parts égales à des hommes et à des femmes vers les entreprises appartenant à des hommes.

Tableau 6
Composition de la propriété d'entreprises selon le sexe, en fonction de différentes définitions de la majorité, 51 % comparativement à 50 %

	Entreprises appartenant à des hommes		Entreprises appartenant à des femmes		Entreprises appartenant à parts égales à des hommes et à des femmes	
	>= 51 %	>= 50 %	>= 51 %	>= 50 %	>= 51 %	>= 50 %
	pourcentage					
2005	67,8	67,9	17,4	17,4	14,8	14,7
2006	67,7	67,7	17,5	17,5	14,9	14,8
2007	67,4	67,5	17,6	17,6	14,9	14,9
2008	67,1	67,1	17,8	17,8	15,0	15,0
2009	66,8	66,8	18,1	18,1	15,1	15,0
2010	66,6	66,6	18,3	18,3	15,1	15,1
2011	66,2	66,2	18,4	18,4	15,4	15,4
2012	65,9	65,9	18,5	18,5	15,6	15,6
2013	66,0	66,0	18,5	18,5	15,6	15,5

Source : Statistique Canada, échantillon de référence du module sur les propriétaires d'entreprises de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés.

Comparaison avec l'EFCPME. Afin de s'assurer que les estimations de la propriété obtenues au moyen des données du module sur les propriétaires d'entreprises de la BDCDEE (MPE-BDCDEE) sont comparables à celles calculées à partir des données de l'EFCPME, les entreprises de l'échantillon de référence sont limitées aux entreprises de moins de 500 employés et aux industries prises en compte dans l'EFCPME[22]. Les estimations provenant des deux sources de données sont proches. La part des entreprises appartenant à des hommes dans la BDCDEE et dans l'EFCPME était très semblable en 2011, soit 66,7 % comparativement à 66,3 %, et la première estimation se situe dans l'intervalle de confiance de 95 % de la deuxième estimation (tableau 7). La part des entreprises appartenant à des femmes était légèrement plus élevée dans la BDCDEE (17,6 %) que dans l'EFCPME (15,6 %) et la part des entreprises appartenant à parts égales à des hommes et à des femmes était plus faible dans la BDCDEE que dans l'EFCPME, les deux estimations de la BDCDEE se situant par ailleurs hors des intervalles de confiance de 95 % des estimations de l'EFCPME. Les estimations pour les entreprises appartenant à des femmes sont similaires entre les deux sources pour 2007 et elles sont plus élevées pour 2013 dans la BDCDEE que pour 2014 dans l'EFCPME, soit les années les plus récentes des deux sources de données.

22. Les secteurs et les groupes d'industries du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord suivantes sont exclues du MPE-BDCDEE aux fins de comparaison : 22, 52, 55, 61, 91, 5321, 5324, 6214, 6215, 6219, 6221, 6222, 6223 et 6242.

Tableau 7
Propriété d'entreprises selon le sexe, MPE-BDCDEE et EFCPME

	2007		2011		2013	2014
	MPE-BDCDEE	EFCPME	MPE-BDCDEE	EFCPME	MPE-BDCDEE	EFCPME
			pourcentage			
Entreprises appartenant à des hommes	**67,7**	**64,3**	**66,7**	**66,3**	**66,6**	**64,6**
Intervalle de confiance de 95 %						
Borne inférieure	...	61,0	...	64,7	...	63,5
Borne supérieure	...	67,5	...	68,0	...	65,8
Entreprises appartenant à des femmes	**16,8**	**16,4**	**17,6**	**15,6**	**17,6**	**15,7**
Intervalle de confiance de 95 %						
Borne inférieure	...	13,8	...	14,2	...	14,7
Borne supérieure	...	19,0	...	16,9	...	16,6
Entreprises appartenant à parts égales à des hommes et à des femmes	**15,5**	**19,3**	**15,8**	**18,1**	**15,8**	**19,7**
Intervalle de confiance de 95 %						
Borne inférieure	...	16,7	...	16,8	...	18,8
Borne supérieure	...	22,0	...	19,4	...	20,7

... n'ayant pas lieu de figurer

Sources : Statistique Canada, module sur les propriétaires d'entreprises de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (MPE-BDCDEE) et Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises (EFCPME).

5 Conclusion

L'absence de données exhaustives sur la propriété d'entreprises par les femmes présente des difficultés pour l'élaboration de politiques visant à promouvoir la diversité de genre et l'égalité au chapitre de la propriété d'entreprises. Les travaux sur lesquels repose la présente étude comblent le manque de données en déterminant les propriétaires d'entreprises selon le sexe à l'aide d'un nouvel ensemble de données administratives, soit la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCDEE). La BDCDEE comprend des renseignements sur tous les propriétaires d'entreprises ainsi que sur les entreprises qui leur appartiennent. Le présent document porte sur la méthodologie utilisée pour établir la structure selon le sexe de la propriété d'entreprises et présente des estimations de la propriété d'entreprises selon le sexe. Ces estimations sont robustes aux autres définitions de la propriété majoritaire et sont comparables aux estimations publiées de l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises.

La couverture des entreprises considérablement élargie de la BDCDEE, la nature longitudinale et l'information à multiples facettes sur les propriétaires et leurs entreprises offrent des possibilités pour l'étude de la propriété d'entreprises. La BDCDEE peut être utilisée pour étudier le rendement relatif des entreprises appartenant à des femmes comparativement aux entreprises appartenant à des hommes en matière de création d'emplois, de croissance, de survie, de productivité, de recherche et développement, de commerce, d'investissement et leurs forces sous-jacentes. Elle peut également être étendue à d'autres types de propriété d'entreprises, comme la propriété par les jeunes, les personnes âgées, les immigrants et les peuples autochtones.

6 Annexe

Tableau A.1
Nombre d'entreprises et emploi total dans l'échantillon de référence du MPE-BDCDEE et dans le FMLCN, 2013

	FMLCN		Échantillon de référence du MPE-BDCDEE	
Taille de l'entreprise	Nombre d'entreprises	Emploi total	Nombre d'entreprises	Emploi total
		nombre		
Aucun employé	1 286 100	0	868 800	0
Moins de 5 employés	859 600	1 532 300	578 100	1 073 400
5 à 19 employés	257 700	2 483 100	187 900	1 771 500
20 à 49 employés	63 500	1 948 000	38 500	1 163 600
50 à 99 employés	20 800	1 431 700	10 200	696 400
100 à 499 employés	13 500	2 572 200	4 900	841 700
500 employés et plus	2 800	6 576 300	300	347 100

Sources : Statistique Canada, module sur les propriétaires d'entreprises de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (MPE-BDCDEE) et Fichier de microdonnées longitudinales des comptes nationaux (FMLCN).

Tableau A.2
Propriété d'entreprises, selon le sexe et la région géographique, moyenne annuelle, 2005 à 2013

Région géographique	Entreprises privées appartenant à des hommes		Entreprises privées appartenant à des femmes		Entreprises privées appartenant à parts égales à des hommes et à des femmes	
	Nombre d'entreprises	Emploi total	Nombre d'entreprises	Emploi total	Nombre d'entreprises	Emploi total
	nombre					
Terre-Neuve-et-Labrador	8 400	44 000	2 500	12 500	1 400	7 800
Nouvelle-Écosse	22 400	105 700	5 300	18 900	3 600	12 400
Île-du-Prince-Édouard	4 200	21 900	1 000	3 200	700	2 700
Nouveau-Brunswick	19 400	96 900	4 400	18 200	3 100	12 500
Québec	246 300	1 143 500	56 700	199 400	22 900	88 300
Ontario	369 700	1 423 100	109 100	303 700	81 600	264 600
Manitoba	26 600	128 100	6 900	25 300	8 300	28 900
Saskatchewan	32 200	104 600	7 000	22 000	10 000	26 300
Alberta	147 800	495 500	38 200	94 200	52 400	121 000
Colombie-Britannique	140 300	553 500	43 600	128 800	46 800	141 900
Territoires	1 900	10 200	600	2 400	500	2 100
Canada	**1 019 400**	**4 127 100**	**275 300**	**828 700**	**231 100**	**708 600**

Note : Tous les chiffres sont arrondis à la centaine près; les sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux.

Source : Statistique Canada, échantillon de référence du module des propriétaires d'entreprises de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés.

Tableau A.3
Propriété d'entreprises, selon le sexe et le secteur, moyenne annuelle, 2005 à 2013

	Entreprises privées appartenant à des hommes		Entreprises privées appartenant à des femmes		Entreprises privées appartenant à parts égales à des hommes et à des femmes	
	Nombre d'entreprises	Emploi total	Nombre d'entreprises	Emploi total	Nombre d'entreprises	Emploi total
	nombre					
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	54 900	163 100	6 800	18 800	12 900	34 100
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	8 600	33 800	1 000	2 900	2 800	6 000
Construction	128 600	595 700	11 900	37 600	22 500	76 800
Fabrication	36 200	474 300	6 500	51 900	7 000	44 800
Commerce de gros	41 100	268 500	8 200	34 100	8 500	32 200
Commerce de détail	65 500	634 900	25 800	142 100	19 600	119 600
Transport et entreposage	50 500	195 500	5 400	20 500	8 100	25 300
Industrie de l'information et industrie culturelle	12 000	40 500	3 700	5 700	2 000	4 200
SFAI et gestion de sociétés et d'entreprises	165 200	188 500	49 400	36 500	38 100	28 000
Services professionnels, scientifiques et techniques	123 700	283 900	37 500	58 800	32 600	46 300
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	40 300	284 800	14 300	85 500	8 700	46 600
Services d'enseignement	5 100	19 800	3 700	16 100	1 800	6 900
Soins de santé et assistance sociale	40 100	160 300	22 800	87 300	6 400	31 900
Arts, spectacles et loisirs	9 200	48 400	3 900	13 400	2 200	9 200
Services d'hébergement et de restauration	32 800	457 700	13 800	130 700	11 700	133 000
Autres services (sauf les administrations publiques)	42 200	162 700	15 600	53 900	9 800	35 600
Tous les secteurs	**1 019 400**	**4 127 100**	**275 300**	**828 700**	**231 100**	**708 600**

Notes : SFAI désigne le secteur de la finance et des assurances, et celui des services immobiliers et des services de location et de location à bail. Certaines entreprises n'ont pas de code du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, ce qui représente environ 19 % de toutes les entreprises privées incluses dans le scénario de référence. Cependant, ces entreprises représentent seulement de 3 % à 4 % de l'emploi total. Tous les chiffres sont arrondis au centième près; les sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux.

Source : Statistique Canada, échantillon de référence du module sur les propriétaires d'entreprises de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés.

Tableau A.4
Propriété d'entreprises, selon le sexe et la taille de l'entreprise, moyenne annuelle, 2005 à 2013

	Entreprises privées appartenant à des hommes		Entreprises privées appartenant à des femmes		Entreprises privées appartenant à parts égales à des hommes et à des femmes	
	Nombre d'entreprise	Emploi total	Nombre d'entreprises	Emploi total	Nombre d'entreprises	Emploi total
	nombre					
Aucun employé	503 300	0	141 300	0	111 200	0
Moins de 5 employés	352 900	664 000	94 700	172 700	85 200	170 300
5 à 19 employés	124 100	1 176 700	32 200	296 500	28 800	269 000
20 à 49 employés	27 200	825 600	5 300	159 100	4 600	135 900
50 à 99 employés	7 800	528 900	1 300	85 600	1 000	64 600
100 employés et plus	4 100	931 900	500	114 900	400	68 700
Toutes les tailles	**1 019 400**	**4 127 100**	**275 300**	**828 700**	**231 100**	**708 600**

Note : La taille de l'entreprise est mesurée par le nombre d'employés. Tous les chiffres sont arrondis au centième près; les sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux.
Source : Statistique Canada, échantillon de référence du module sur les propriétaires d'entreprises de la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés.

Bibliographie

Adema, W., N. Ali, V. Frey, H. Kim, M. Lunati, M. Piacentini et M. Queisser. 2014. *Enhancing Women's Economic Empowerment Through Entrepreneurship and Business Leadership in OECD Countries*. Paris : OCDE (Organisation de coopération et de développement économique).

Agence du revenu du Canada. 2016. *Guide T2 — Déclaration de revenus des sociétés*. Disponible au lien suivant : https://www.canada.ca/content/dam/cra-arc/migration/cra-arc/formspubs/prioryear/t4012/t4012-16f.pdf (consulté le 8 janvier 2018).

Coleman, S., et A. Robb. 2012. « Gender-based firm performance difference in the United States: Examining the roles of financial capital and motivations ». Dans *Global Women's Entrepreneurship Research: Diverse Settings, Questions, and Approaches*, sous la direction de K.D. Hughes et J.E. Jennings, p. 75 à 92. Royaume-Uni : Edward Elgar Publishing.

Fairlie, R., et A. Robb. 2009. « Gender differences in business performance: Evidence from the Characteristics of Business Owners Survey ». *Small Business Economics* 33 : 375 à 395.

Green, D., H. Liu, Y. Ostrovsky et G. Picot. 2016. *Immigration, propriété d'entreprises et emploi au Canada*. Direction des études analytiques : documents de recherche, nº 375. Produit nº 11F0019M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Grekou, D., J. Li et H. Liu. 2018. *Entreprises appartenant à des femmes au Canada*. Aperçus économiques, nº 083. Produit nº 11-626-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Grekou, D., et H. Liu. 2018. *Entrée et sortie des travailleurs autonomes et des propriétaires d'entreprises au Canada*. Direction des études analytiques : documents de recherche, nº 407. Produit nº 11F0019M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Industrie Canada. 2015. *Petites et moyennes entreprises détenues majoritairement par des femmes*. Éditions spéciales : Principales statistiques relatives aux petites entreprises. Mai 2015. Ottawa : Industrie Canada.

Knight, F. 1921. *Risk, Uncertainty and Profit*. Boston : Houghton Mifflin.

Levine, R., et Y. Rubinstein. 2017. « Smart and illicit: Who becomes an entrepreneur and do they earn more? ». *The Quarterly Journal of Economics* 132 (2) : 963 à 1018.

Light, A., et R. Munk. 2015. *Business Ownership vs. Self-Employment*. Ohio State University. Mimeo.

Rollin, A.M. 2014. « Développer une structure longitudinale pour le Fichier de microdonnées longitudinales des comptes nationaux (FMLCN) ». Dans *Produire des estimations fiables à partir de bases imparfaites : Recueil du Symposium international de 2013 sur les questions de méthodologie de Statistique Canada, 16 au 18 octobre 2013*, p. 306 à 311. Produit nº 11-522-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Rosa, J., et D. Sylla. 2016. *Comparaison du rendement des petites et moyennes entreprises détenues majoritairement par des femmes et de celles détenues majoritairement par des hommes*. Centre des projets spéciaux sur les entreprises. Ottawa : Innovation, Sciences et Développement économique Canada.

Schumpeter, J. 1942. *Capitalism, Socialism, and Democracy*. New York : Harper.

Wolfson, M., M. Veall, N. Brooks et B. Murphy. 2016. « Piercing the veil: Private corporations and the income of the affluent ». *Revue fiscale canadienne*, vol. 64 (1) : 1 à 30.